



48^{ème} CONGRES DU MOUVEMENT D'UNION CALEDONIENNE

LES 11,12 et 13 NOVEMBRE 2017 – KÖ WE KARA - COMMUNE DE NOUMEA –

REGION DRUBEA KAPUMË

DISCOURS D'OUVERTURE DU PRESIDENT

Madame Sonia Lagarde première magistrate de la commune de Nouméa,
Messieurs, les membres de la délégation du secrétariat du Groupe Fer de Lance Mélanésien.

Militantes, Militants, Bonjour !

J'adresse notre respect et notre humilité à toutes les autorités coutumières du pays DJUBEA KAPUMË qui nous accueillent et nous ouvrent un espace serein pour parler de notre avenir.

Aux comités locaux de la région qui se sont mobilisés pour nous recevoir et organiser ce congrès, aux militantes et militants qui se sont investis dans l'organisation, je vous remercie sincèrement pour le travail accompli car votre tâche est essentielle et chaque fois, vous l'accomplissez avec beaucoup d'efficience.

A toutes nos bases qui se déplacent et viennent du nord, des îles et du sud pour que le pays profond contribue à nos travaux avec assiduité et rigueur, merci pour votre dévouement et votre implication sans faille, sans cesse renouvelés.

C'est la force de notre mouvement que de se confronter depuis 64 ans et nous portons à travers ces paroles, ces partages, ces us et coutumes, la volonté et les choix politiques de nos 4.000 militants mais également de nos 30.000 électeurs que nous trouvons dans tout le pays.

Aujourd'hui s'ouvre le 48^{ème} congrès de notre mouvement, il est historique et se tient à un an pratiquement jour pour jour de la consultation référendaire prévue par l'accord politique de Nouméa.

Le décompte est lancé, dans trois cent cinquante-huit jours (358), nous Peuple premier et les populations concernées telle que définis dans le cadre de la résolution 1514 de l'organisation des nations unies, nous nous prononcerons sur l'avenir institutionnel de notre pays. Nous répondrons à la question telle que définie dans l'accord de Nouméa :

- 1. Sur le transfert à la Nouvelle-Calédonie des compétences régaliennes,***
- 2. L'accès à un statut international de pleine responsabilité***
- 3. L'organisation de la citoyenneté en nationalité ».***

Nous indépendantistes, nous voyons enfin poindre une lumière au bout du chemin bordé d'ombres que la « cécité coloniale » nous empêche de voir depuis 164 ans.

Il y a 40 ans, en 1977 à Azareu, nos aînés ont organisé et ouvert les voies pour arriver à ce jour, celui du 4 novembre 2018.

Une consultation que la puissance administrante nous impose, elle qui est arrivée chez nous sans coutume, sans bonjour, sans inscription sur des listes électorales et évidemment sans consultation référendaire. Pays de la déclaration des droits de l'Homme prononcée 64 ans avant la prise de possession unilatérale de notre pays. L'empire colonial s'est affranchi de cette charte d'intention en violant allégrement plusieurs de ses articles, déclaration universelle pourtant devenue partie intégrante de la constitution française par la suite, mais aussi reconnue constitutionnellement dans d'autres pays.

On nous dit que c'est l'histoire et que nous ne devons pas la juger. Il y a eu des ombres et des lumières relevées dans le préambule de l'accord de Nouméa. Mais notre histoire, nous commande de faire jaillir cette lumière de liberté pour retrouver notre dignité de Peuple premier, notre fierté d'homme de ce pays et notre droit de choisir notre destin. Il est inné et nous devons nous défaire de « ce traumatisme durable du colonialisme » et demandons de ne pas être jugés et d'être respectés dans notre quête.

Militantes et militants, sachez et ayez conscience que cette consultation référendaire ne sera pas sans effet sur notre avenir. Nous relèverons ce défi parce que notre revendication s'inscrit dans le temps de l'histoire et la parole donnée « *pour restituer au peuple Kanak son identité confisquée et reconnaître sa souveraineté* ». Nous n'en craignons pas l'issue, car c'est le début d'une route nouvelle incontournable pour les autres et désormais c'est nous, qui dirons la règle.

Ni perdant, ni vainqueur pour cette consultation, seul le pays grandira de cette expérience qui nous mène irrémédiablement vers notre souveraineté. Le sens de l'histoire doit conduire notre marche vers ce destin auquel nous aspirons tous et qui ne peut s'échapper.

Ce temps que nos détracteurs espèrent libérateur, que nous comptons tous déjà, accélère inexorablement notre destin et tout ira plus vite dès « le jour d'après ».

J'entends beaucoup de nos opposants s'interroger sur la viabilité de notre société de demain, pour ma part j'invite tous les calédoniens : mes frères KANAK, les autres populations, hommes et femmes du pays qui n'ont plus « d'ailleurs » et ceux qui choisissent de vivre avec nous, de réfléchir sur ce que serait la société de demain.

Si elle s'inscrit dans la continuité de ce que nous vivons aujourd'hui, c'est-à-dire dans ce statut « sui generis » avec la France, notre modèle de société actuel n'est pas porteur de progrès. Force est de constater que le système en place

favorise l'exclusion de nos populations qui se résilient au lieu de se lever.

Et pourtant, si nous devons rester dans la « non indépendance », ces populations continueraient de souffrir, augmentant encore le volume des exclus, Kanak et autres communautés.

Ce modèle de société sonne au nom de : pillage, corruption, injustice, exclusion, intolérance, délinquance, gabegie des fonds publics, train de vie somptuaire des administrations, squats, violence, répression policière, accidents mortels de la route, alcool, suicides, conflits coutumiers, pollution de notre environnement, confiscation de l'accès à nos ressources naturelles, fuite de capitaux, évasion fiscale institutionnalisée, etc... et cette liste, déjà bien trop longue, n'est malheureusement pas exhaustive.

Dans ce modèle, notre jeunesse ne peut qu'être délinquante, qu'incompétente et surtout nous ne projetons rien pour elle et nos générations futures. Pas de visibilité, pas d'ambition et pas d'identité et de valeurs communes. En clair pas de perspective pour nos jeunes, que de la gestion du pillage dans l'immédiat et le clivage des communautés.

Êtes-vous sûrs et certains, que c'est que nous voulons tous ?

Ces constats alarmants et tellement criants, tels des signaux sociétaux de notre « mal-être » et de notre « mal-vivre », nous montrent l'inefficience d'un système obsolète arrivé à bout de souffle.

Nos détracteurs et défenseurs de cette société du pillage, nous montrent encore leurs incohérences lorsqu'il s'agit des institutions. Pour la deuxième fois au cours de ces dernières dix-huit années de l'accord de Nouméa, ils n'hésitent pas à sacrifier l'intérêt général des citoyens calédoniens au profit d'accords de circonstances douteux et instables leur garantissant le maintien de petits privilèges d'égo et de leur périmètre politique.

Ils choisissent et prônent le statu quo avec force au nom de la peur du lendemain. Cette peur qu'ils entretiennent sciemment pour dire au peuple qu'en dehors de cette société de pillage et de privilèges, tout sera pire. Ce sera surtout pire pour eux.

Cette conduite politique vise à nous conduire à l'échec, leurs visions et leurs combats s'arrêtent à cette échéance capitale de la consultation référendaire.

Pourtant, il y est un fait politique sensible que tous occultent et dont personne ne parle aux calédoniens, et c'est un enjeu majeur tout aussi important la question référendaire. Il s'agit du terme de l'accord politique de Nouméa, « **qui définit pour vingt années les modalités de son émancipation** », et cessera au lendemain du 4 novembre 2018, rien ne sera plus pareil. Les indépendantistes ne seront plus liés par leur parole.

Cette consultation est donc essentielle pour nous, et nous l'attendons avec beaucoup d'intérêts pour savoir si les populations invitées décideront de faire de ce pays, le leur.

Nous sommes le seul mouvement de libération de l'histoire de la décolonisation à avoir invité les descendants du colonisateur à « être une partie de nous ».

Nous l'avons fait.

Ceux qui nous reprochent ingratement de ne jamais faire de concession, nous attendons une réponse forte de leur part à nos gestes de 1983 et celui de 1998, mais aussi ceux fait par nos vieux, qu'ils ne savent pas toujours reconnaître.

Quand je vous parle du jour d'après qui s'accélèrera, si le non l'emporte, nous nous rapprocherons sereinement de notre colonisateur, je cite le préambule de l'accord de Nouméa : *« par la décolonisation, permettant au peuple kanak d'établir avec la France des relations nouvelles correspondant aux réalités de notre temps »*.

Nous ouvrirons ainsi des négociations bilatérales et il y aura très clairement le Peuple premier d'un côté et la puissance administrante de l'autre, avec les partisans du « non » qui se rangeront derrière leur pays de choix.

Sur le terrain politique, nous n'attendrons plus car nous avons suffisamment fait d'efforts, accepter l'inacceptable, renoncer à nos propres intérêts. Ce temps est révolu et nous tracerons notre route pour que le Pays émerge enfin. Nous demanderons à tous nos jeunes citoyens de prendre ces relais pour s'investir et de s'approprier leur pays. Ceux qui comprendront viendront avec nous et ce qui pensent que la France c'est ici, devront réviser leurs certitudes. Soyez tous

patients, notre temps est arrivé, la nouvelle génération prendra sa place et nous avancerons nos positions.

Pour ceux qui espèrent un nouvel accord, **c'est non**. Il serait bien inutile et improductif pour nos générations qui arrivent, et nous ne les engagerons pas dans cette voie à horizon limité. Nos jeunes ont besoin de se projeter dans un avenir à long terme avec des certitudes pour bâtir leurs projets de vie. Tout le pays en a besoin pour se construire.

Ces 30 dernières années que nous avons concédé, nous avons vécu avec une date butoir, en identifiant que le lendemain serait un trou noir qui nous empêche de nous projeter, de projeter nos enfants qui n'arrivent pas à donner un sens et un but à leur vie. Tout cela a eu un impact négatif sur notre société et sur les comportements sociétaux de nos populations qui vivent à court terme. Cette période de 30 ans négociée pour se préparer, n'a malheureusement pas été mise à profit pour construire le pays et la nation. En place et lieu, elle n'a été qu'une période de répit pour accélérer le processus du pillage et le renforcement des privilèges des nantis.

Dans notre vision de sortie de l'accord, la question du corps électoral est devenue un mirage sur lequel nous nous sommes focalisés depuis 3 ans. Elle nous divise et il est dommage de constater que déjà certains parmi nous se fondent sur la résolution de cette question pour préparer, non l'indépendance, mais les élections de 2019.

Je l'ai mentionné à plusieurs reprises que l'objectif de notre lutte reste bien et doit rester l'accession à la pleine et entière souveraineté car c'est elle et elle seule qui nous donnera notre liberté.

Ceux qui tergiversent sur les problématiques de corps électoral, donnent raison à notre colonisateur et nous perdons du temps. En effet pourquoi notre peuple, présent depuis 4000 ans avant Jésus Christ, doit courir à Paris se justifier et **mendier une inscription automatique** sur une liste électorale qui nous conduira à se prononcer sur le maintien de celui qui l'a colonisé. C'est une situation ubuesque et une attitude de parfait colonisé.

Pourquoi se faire entendre dans la rue pour voter pour cette consultation référendaire au nom d'un droit électoral, combien bafoué par ailleurs avec l'exemple du découpage électoral des législatives qui n'a servi qu'à écarter les KANAK de toute représentation nationale.

Nous sommes le peuple colonisé et lorsque que le colonisateur est venu, il est bon de rappeler qu'il n'y jamais eu d'inscription sur une liste électorale.

Pourquoi nous justifier dans notre pays ? Nous devons tous être présents pour voter lors de cette consultation et arrêtons de courir après cette notion du corps électoral et d'en faire un sujet de discorde entre nous. C'est exactement ce que veulent nos détracteurs.

Soyons dignes et agissons comme un peuple libre, fier et debout. Posons-nous la question de ce que vaudra cette consultation référendaire, s'il manque des KANAK le jour J. Et que penseraient la communauté internationale et les médias étrangers et nationaux si dans plusieurs bureaux de vote se présentent des KANAK qui ne peuvent pas voter. C'est à ce moment que nous pointeront les manquements et cette attitude nous sera bien plus précieuse que la mendicité que nous montrons actuellement.

Si tel est le cas, cette consultation ne vaudra rien dire et prouvera que notre droit le plus élémentaire sera une fois de plus bafoué. Le droit électoral est une compétence régaliennne de l'Etat colonisateur qui doit s'organiser lui-même pour que ce scrutin soit sincère et incontestable. Le peuple KANAK sera là tout simplement comme il s'y est engagé et veillera avec une extrême vigilance sur la régularité de cette élection.

A un an de l'échéance, le colonisateur doit agir désormais très vite, **seul** et son temps est compté. Le jour « J » nous appellerons tous les Kanaks à voter et nous constaterons les défaillances ou omissions éventuelles.

Le moment venu, si nécessaire, nous pointerons devant la communauté internationale les manquements, les dessous et les travers d'un État passéiste qui ne tient pas parole et se cramponne à des schémas réducteurs d'antan. Le temps de la colonisation est révolu, certains affirment même que **c'est un crime contre l'humanité**.

Alors nous attendons des actes et nous serons au rendez-vous de l'histoire au bon endroit et au moment opportun pour démontrer s'il le faut, la volonté d'un état de s'accrocher aux vestiges de nostalgies d'un empire disparu.

Comme la France est un grand Pays et la patrie des droits de l'homme, elle saura à n'en pas douter, se montrer à la hauteur de cette tâche. Sa grandeur de pays civilisé et de nation phare serait mise en lumière si elle faisait de cette consultation, une étape incontestée de notre processus de décolonisation. Elle serait plus lumineuse si elle s'engageait sur la voie de la repentance et de la réconciliation avec le Peuple premier qui souffre depuis 164 ans vivant en résilience depuis.

Que dire des autres communautés « venues contre leur gré, elles ont aussi souffert dans leurs aspirations », et furent contraintes de vivre à nos côtés, sans espoir de retour dans leur pays. Je pense aux convicts (relégués, transportés, déportés, bannis), aux révoltés algériens exilés, aux travailleurs forcés et exploités : vietnamiens, indonésiens, vanuatuans et aux paysans Feuillet, ils furent tous trompés sur la chose. Tels des apatrides, ces communautés aussi espèrent la repentance d'un État qui les a reléguées, trahies et abandonnées.

Le peuple Kanak a accompli son devoir d'accueil vis-à-vis d'elles, en leur donnant des mamans, en les reconnaissant politiquement en 1983, et en les ayant assises avec l'accord de Nouméa pour qu'elles deviennent des populations concernées.

Que l'État fasse sa part. Seul des actes de repentance marqueront le début d'une grande réconciliation et la reconnaissance formelle des ombres de notre passé ainsi que celle de notre nouvelle identité. **Nous attendons cet acte de grandeur de l'État Français.**

En attendant, notre principale préoccupation est de convaincre pour 2018. 40% de la population inscrite ne vote pas. Nous estimons que 30% sont des KANAK. C'est la vraie problématique des indépendantistes.

J'en profite pour remercier les membres du bureau et la TEAM KANAKY qui se sont investis dans la présentation de notre projet de société, sur leurs deniers personnels, pour battre le pays. Je remercie également toutes les populations qui nous ont fait bon accueil et sont venues nombreuses écouter et s'interroger sur notre projet, nos propositions et poser beaucoup de questions.

Rien n'est parfait et parfois la démarche n'a pas été comprise, comme à Lifou où nos militants se questionnent sur l'opportunité de notre choix d'aller vers la souveraineté. Mais l'important était d'aller porter les problématiques, les enjeux et les espoirs dans tout le Pays. Nous l'avons fait et c'est positif. Nous continuerons sans relâche en 2018 pour porter le chantier initié à Dueulu en 2013 sur le projet d'assemblée référendaire.

Le seul enjeu de ce congrès est de parfaire notre démarche en alimentant nos réflexions sur le projet que nous

présentons aux Calédoniens. La contribution de l'Union Calédonienne est capitale. Et être la locomotive du FLNKS ça doit se ressentir dans notre force de proposition.

Nous sommes déjà en ordre de marche dans la machine FLNKS, mettons nous en ordre de bataille pour le « jour J ».

C'est opportun de le faire, en effet les fractures de notre société, qu'elles soient générationnelles, sociétales, sociales, numériques se font chaque jour, de plus en plus criantes, mais personne ne semble les entendre, ne veut les voir ou les comprendre.

Pourquoi nos frères KANAK ne s'expriment pas ? C'est le questionnement sur lequel il nous faut travailler sans relâche pour comprendre nos manquements. Pourquoi nos jeunes ne s'inscrivent pas et ne viennent pas s'exprimer ? Pourquoi la jeunesse nous crie son désespoir à travers des actes de délinquance ou des comportements addictifs conduisant à des taux d'accidentologie et de suicide bien supérieurs à la normale ?

Telles sont les vraies questions. **Quel « mal-être » nous frappe à ce point pour que son expression soit aussi tragique et nous interpelle au plus profond de notre âme ?**

Ces questions sont fondamentales pour la réussite de notre projet d'indépendance. Nous KANAK nous ne pouvons pas laisser nos gens sur le côté et savons que nous signifions toujours notre désaccord par le silence et le retrait.

Il faut être honnêtes et reconnaître que nous pêchons dans beaucoup de domaines et nous n'arrivons pas à donner un sens à ce que nous souhaitons faire car en face ils ne pensent pas et ne fonctionnent pas comme nous. De plus notre mode de communication n'est pas le même.

La tâche est donc ardue, compliquée pour nous car nous ne raisonnons en dehors de ce système qui nous est étranger. Mais notre détermination et notre volonté de retrouver notre dignité affranchiront ces obstacles et nous vaincrons.

Pour réussir, la victoire passe par la solidarité, l'unité, la rigueur et la discipline. Ce n'est pas le fort de notre parti, et lorsque la fronde est menée positivement et constructivement, dans l'intérêt du Pays et du parti alors je dirai qu'elle est nécessaire.

Mais lorsqu'elle est menée pour des raisons d'égos surdimensionnés, d'ambitions démesurées non réfrénées, de défense de privilèges et ce, de façon anarchique et délibérée, elle nuit au parti et va alors à l'encontre des intérêts de notre lutte.

Depuis mon élection, notre bureau est sans cesse attaqué, je suis contesté par une fronde militante, créant des contre-pouvoirs pour assouvir des objectifs non avoués, autres que ceux visant l'intérêt général. Alors j'invite leurs comités locaux à les nommer pour l'élection de notre prochain bureau et surtout à les maintenir pour que le jeu démocratique s'exprime.

Pour ma part mon ambition est de servir et non pas de me servir, alors laisser ma place ne me posera aucun problème si les militants le souhaitent. Par contre je revendique que ces frondeurs se taisent et rentrent dans le rang pour se mettre au service de notre parti et de notre cause.

À l'union Calédonienne, le droit dynastique ou tout autre passe-droit ne sont pas reconnus pour exister dans le parti. La seule légitimité est celle des militants.

Je demande aussi à ceux qui seront élus dans le bureau de prendre et d'assumer la responsabilité de leur fonction. Le bureau est une équipe et non pas une horde qui tire dans tous les sens.

Commençons donc par remettre de la cohérence dans la maison et l'année 2018 doit être orientée **vers les autres** pour convaincre, aller chercher tout le monde, chaque communauté et leur expliquer pourquoi notre projet est le plus juste et le plus solidaire, et il est aussi le leur.

Les pistes de travail et de réflexion sont lancées pour cette année, et aucune ne doit être écartée. L'implication de chacun de nous militantes et militants, de notre jeunesse, de chaque structure du parti est nécessaire. Tous les rouages de la société doivent être investis.

Je sais que je peux compter sur vous tous, car l'Union Calédonienne a toujours montré son unité et sa capacité à se mobiliser fortement face aux grands enjeux de l'histoire du Pays.

KANAKY doit naître et l'Esprit de nos vieux est là et souffle sur nous. Nous avons l'honneur d'être la génération choisie de ce moment de notre histoire pour mener cette ultime lutte de notre combat et conduire notre peuple vers son destin. Soyons ces femmes, ces hommes et ces jeunes à la hauteur devant notre histoire et nos ancêtres.

Je déclare avec foi et beaucoup d'encouragements ce 48^{ème} Congrès ouvert et que nos travaux servent notre cause et nous habitent pour réussir dans notre grand projet de liberté.

Daniel GOA
10 novembre 2017.